

DIALOGUE GLOBAL

NEWSLETTER

ÉDITORIAL

Ce deuxième numéro de *Dialogue Global* inclut un débat entre deux conceptions très différentes de la sociologie « globale ». Ulrich Beck, auteur de *La société du risque*, met en avant le tournant cosmopolitique, incluant une critique du nationalisme méthodologique qui, selon lui, imprègne toute la sociologie. Nos cadres conceptuels, dit-il, ne nous permettent tout simplement pas de traiter les problèmes mondiaux auxquels nous sommes confrontés. Pour sa part, Raewyn Connell, féministe réputée et auteur de *Southern Theory*, considère que la sociologie cosmopolitique de Beck n'est qu'une expression de plus du point de vue du Nord. En sont absentes les multiples voix du Sud, pour lesquelles elle requiert l'attention. Dans ce numéro de *Dialogue Global* on peut entendre s'exprimer des voix du Brésil, du Bangladesh, de Chine, du Kirghizistan, d'Indonésie, de Biélorussie, de Pologne et d'Allemagne. Et si ces voix, qui sont souvent des cris, laissent entendre un thème commun, c'est que la sociologie se positionne au carrefour de forces nationales et mondiales. Nous poursuivrons ce dialogue tout au long des quatre prochaines années, notamment pour ce qui concerne les questions d'inégalité et d'exclusion dans un contexte global, thème du Congrès de Yokohama en 2014, pour lequel je suis heureux d'annoncer qu'un formidable Comité du Programme a été constitué (page 4). Une fois encore, je remercie notre équipe de traducteurs et graphistes : August Bagà, Lola Busuttill et Gisela Redondo à Barcelone, Jing-Mao Ho à Taipei, et Genevieve Head-Gordon à Berkeley. Toutes les contributions à *Dialogue Global* sont à envoyer au rédacteur en chef : Burawoy@berkeley.edu

DANS CE NUMÉRO

Éditorial.....	1
Le tournant cosmopolitique.....	1
Tisser une sociologie mondiale	1
La petite histoire.....	2
Foxconn : Le prédateur global.....	3
Dhaka : Mégacité du désespoir	3
E-Forum pour la Sociologie.....	4
Comité du Programme 2014.....	4
Brésil : À propos du « Lulisme ».....	5
In Memoriam : Mattei Dogan.....	6
Biélorussie : Sociologie en péril.....	7

CONFÉRENCES

Indonésie : Migrations mondiales.....	6
Kirghizistan : Sociologie turcophone.....	8
Pologne : Où va la société ?.....	9
Allemagne : Transnationalisme.....	10

EMBRASSER LE CRAPAUD: LE TOURNANT COSMOPOLITIQUE EN SOCIOLOGIE

Ulrich Beck (Université Louis-et-Maximilien, Munich)

Dans son stimulant exposé programmatique « Face aux défis de la sociologie globale » (*Global Dialogue*, vol. 1, n°1), Michael Burawoy reste ambigu quant à la définition de la sociologie globale : est-elle juste une perspective *additionnelle*, un supplément à la sociologie centrée de manière conventionnelle sur l'État-nation ? Ou bien est-elle plus que cela : un *substitut* au courant dominant, c'est-à-dire un *tournant décisif dans la théorie et la recherche sociologiques* ? Dans le premier cas, je l'appellerais « sociologie globale », dans le second, « sociologie cosmopolitique ».

L'effondrement d'un ordre mondial constitue le bon moment pour réfléchir sur la théorie et



“Embrassons le crapaud et ensuite nous verrons s'il se transforme en prince – un prince qui commencerait à réorganiser les institutions de l'époque cosmopolitique.”

Suite page 2

COMMENT PEUT-ON TISSER UNE SOCIOLOGIE MONDIALE?

Raewyn Connell (Université de Sydney)

Ulrich Beck est un sociologue imaginatif et original, et nous avons tous une dette envers lui pour la façon remarquable dont il a repensé les dynamiques sociales européennes dans *La société du risque*. Dans les années 1990, il a, comme un certain nombre de collègues, découvert la « mondialisation » et nous a ainsi donné *World Risk Society* et *What is Globalisation?*. Il propose maintenant cela comme un programme pour l'ensemble des sociologues, sous l'appellation de sociologie « cosmopolitique ».

C'est une bonne chose que Beck essaie de penser la sociologie à une échelle mondiale. Mais a-t-il le bon patron pour la tisser ? Beck note avec regret que la discussion sur le cosmopolitisme a été très largement euro-américaine, mais ne prend pas le temps d'en examiner les raisons.

Suite page 5

LE TOURNANT COSMOPOLITIQUE EN SOCIOLOGIE (SUITE)

la recherche sociales dominantes, mais curieusement ce n'est pas le cas aujourd'hui. La théorie sociale dominante semble encore flotter dédaigneusement au-dessus des basses terres que seraient les transformations de notre époque (réchauffement climatique, crise financière, États-nations), dans une attitude de supériorité universellement répandue et d'instinctive certitude. Cette théorie sociale universellement répandue, qu'elle soit structuraliste, interactionniste, marxiste, liée à la théorie critique ou à la théorie des systèmes, est maintenant à la fois dépassée et provinciale. *Dépassée* parce qu'elle exclut à priori ce qui peut être observé de manière empirique : une transformation fondamentale de la société et de la politique *dans le contexte* de la Modernité (de la Première à la Seconde Modernité) ; provinciale parce qu'elle fige à tort l'itinéraire, l'expérience historique et les attentes liées à la modernisation du monde occidental, c'est-à-dire essentiellement européen et nord-américain, et par là même, échoue à voir sa particularité propre.

C'est la raison pour laquelle nous avons besoin, non seulement d'une sociologie globale, mais aussi d'un *tournant cosmopolitique dans la théorie et la recherche en sciences sociales et politiques*. Comment la théorie sociale et politique peut-elle s'ouvrir, sur les plans théorique et empirique aussi bien que méthodologique et normatif, à des Modernités historiquement nouvelles et complexes qui menacent leurs fondements mêmes ? Comment cela peut-il expliquer la fragilité fondamentale et la mutabilité des dynamiques sociétales (d'effets collatéraux involontaires, de domination et de pouvoir) façonnées, comme elles le sont, par la globalisation du capital et des risques au début du XXI^e siècle ? Quels sont les problèmes théoriques et méthodologiques qui surgissent et comment peuvent-ils être abordés dans le domaine de la recherche empirique ? Par conséquent, que devons-nous faire ?

Premièrement, il nous faut remettre en question l'une des convictions les plus fortes sur la société et la politique, une conviction qui touche à la fois les acteurs sociaux et les chercheurs en sciences sociales : le nationalisme méthodologique. Le *nationalisme méthodologique* assimile la société moderne à une société organisée en États-nations limités territorialement. Deuxièmement, nous devons poser et répondre à la question : comment faire de la recherche au niveau global ? Et troisièmement : qu'est-ce qu'une « vision cosmopolitique » implique pour les sciences humaines au début du XXI^e siècle ?

1. Critique du nationalisme méthodologique

En résumé : le nationalisme méthodologique part du principe que la nation, l'État et la société sont les formes sociales et politiques « naturelles » du monde moderne. Lorsque les acteurs sociaux adhèrent à cette croyance, je parle d'un « point de vue national » ; lorsque cela détermine la perspective du spécialiste en sciences sociales, je parle de « nationalisme méthodologique ». La distinction entre la perspective de l'acteur social et celle du chercheur en sciences sociales est cruciale, parce qu'il y a seulement un rapport historique, et non pas logique, entre les deux. Ce rapport historique – entre les acteurs sociaux et les chercheurs

en sciences sociales – donne à lui seul naissance aux axiomatiques du nationalisme méthodologique. Le nationalisme méthodologique n'est ni un problème superficiel ni une erreur mineure. Il inclut la collecte et la production de données d'usage ainsi que les concepts basiques de la sociologie moderne et de la science politique, comme ceux de société, classe sociale, État, famille, démocratie, relations internationales, etc.

De plus, les sociologues ont eu tendance à généraliser à partir de « leur » société particulière jusqu'à la manière dont la « société » en général est organisée – ceci vaut également pour mon propre ouvrage *La société du risque* (1986, et éd. française, 2000). La sociologie américaine, en particulier, a évolué dans ce sens, présupposant que toutes les sociétés étaient plus ou moins comme celle des États-Unis, simplement plus pauvres ! On trouvait tout à fait normal d'étudier cette société particulière, et ensuite de généraliser comme si toutes les autres sociétés, ou du moins la plupart (en tout cas celles qui comptent), étaient similaires. Cela a amené à débattre sur la nature générale de l'ordre ou du conflit

Suite page 10

LA PETITE HISTOIRE

Jennifer Platt (Université du Sussex), Vice-Présidente des Publications

L'histoire des publications de l'ISA éclaire sur les grandes tendances qui ont marqué l'évolution de l'ISA et de la sociologie. Cette histoire débute en 1973, avec les premiers numéros de la seule revue alors publiée par l'ISA, *Current Sociology*, élaborés en marge du Secrétariat ou du personnel de l'UNESCO. Chaque numéro était constitué d'essais bibliographiques approfondis dans des branches particulières de la sociologie. Dans les années 90, les articles sont devenus plus traditionnels. En 1984 est fondé *International Sociology*, avec un objectif clair d'internationalisation dans un format qui reste conventionnel. En 1999 s'y ajoute une rubrique de comptes rendus de publications avec là encore un effort pour adopter une perspective internationale. Cette rubrique s'agrandit rapidement au point de donner lieu à une revue à part entière, la *IS Review of Books*. À peu près à la même époque, *Current Sociology* s'enrichit des volumes de *CS Monograph*, consacrés à la présentation des travaux issus des sessions des Comités de Recherche. Enfin, en 2005, le très moderne *e-bulletin*, qui mélange de façon originale différents types de participations, vient compléter la série. Les récents niveaux de créativité et l'accroissement de la participation sont impressionnants.

Qui a réalisé le travail ? La répartition entre hommes et femmes n'a pas été tout à fait celle à laquelle on aurait pu s'attendre. La proportion de rédactrices en chef est passée de 100 % dans les années 70 (avec Margaret Archer, qui sera plus tard, et reste à ce jour, notre seule femme présidente) à 67 % dans les années 2000, avec, dans l'intervalle, une représentation presque exclusivement masculine. L'évolution de la répartition entre nationalités est également intéressante à analyser. Jusqu'en 1990, 100 % des rédacteurs en chef étaient britanniques ; puis le Canada, l'Europe continentale, Israël et Singapour firent leur entrée, mais les Britanniques restaient très présents. Ce qui frappe sur le plan historique, sur la base des données chiffrées, c'est le fait que les États-Unis n'aient été représentés que par un seul rédacteur en chef, Said Arjomand, et que la France ne soit pas représentée. La prédominance des anglophones est manifeste, bien que cela ait quelque peu changé maintenant. Les dernières nominations (avec de nouveaux rédacteurs en chef originaires du Brésil, d'Inde et d'Australie – cf. notre dernier numéro) attestent d'un succès croissant dans la voie d'une véritable internationalisation, bien que les problèmes de langue et des ressources locales ont encore, à l'évidence, une incidence sur l'origine des candidats qui se présentent.

FOXCONN : LE PRÉDATEUR GLOBAL

Jerry Chan (Université de Londres)

Le groupe taïwanais Foxconn Technology est le plus important producteur mondial pour ce qui concerne les contrats de matériel électronique, réalisant plus de 50 % de la production électronique et des recettes de l'industrie des services dans le monde. Foxconn gère plus de 40 sites industriels et centres de Recherche et Développement en Asie, en Russie, en Europe, et dans les Amériques. Les revenus accumulés de janvier à septembre 2010 ont atteint 1,95 trillions de NT\$ (60,82 billions de US\$), en hausse de 63 % par rapport à l'année précédente – supérieurs à ceux de certaines compagnies pour lesquelles il fabrique des produits comme par exemple Microsoft et Nokia, suivant le classement *Global Fortune 500* des 500 sociétés les plus riches du monde. Grâce aux dépenses énormes engagées par le gouvernement et à la croissance rapide de la demande en électronique grand public, l'économie d'exportation chinoise connaît une prompte récupération après la récente crise financière. Mais la stratégie chinoise d'une compétitivité à base de faibles coûts et de négation des droits des travailleurs est-elle économiquement viable ou moralement acceptable ? Dans « l'atelier électronique du monde », 17 suicides et tentatives de [suicide de travailleurs](#) ont eu lieu dans les usines Foxconn de Chine au début de cette année. Cette tragédie a entraîné 13 morts et 4 blessés, tous travailleurs migrants internes, âgés de 17



Travailleuses et travailleurs de Foxconn.

à 25 ans – dans la fleur de l'âge. Cette grande perte devrait amener la société chinoise et internationale à s'interroger sur les coûts d'un modèle de développement qui sacrifie la dignité et la vie même à l'expansion économique et au profit.

Plus de 85 % des 937.000 employés de Foxconn en Chine sont jeunes et célibataires. Les nouvelles générations des années 80 et 90 ont de plus hautes attentes que leurs aînés. Ils sont plus instruits, aspirent à une vie en harmonie avec leur époque, et dans les villes où tout se passe. Plus leurs aspirations à un avenir meilleur sont élevées, plus le contraste avec leur dure réalité est flagrant. Venant d'un statut de membre de famille rurale, les jeunes migrants partagent de profondes inquiétudes à l'égard de

Suite page 7

3

DHAKA, « MÉGACITÉ » DU DÉSESPOIR

Habibul Haque Khondker (Université de Zayed), Comité Exécutif de l'ISA

En 2008, sur près de 7 milliards d'habitants dans le monde, plus de 50 % étaient urbanisés. Il s'agit d'une étape historique importante. En 1800, c'est seulement 3 % de la population mondiale qui vivait dans les centres urbains, en 1900, 14 % et en 1950, 30 %. L'Asie abrite cette urbanisation croissante, avec une concentration de mégapoles ou de villes de plus de 10 millions d'habitants. En l'an 2000, cinq des dix plus grandes mégapoles mondiales (Tokyo, Bombay, Shanghai, Calcutta et Delhi, occupant respectivement le 1^{er}, 5^e, 6^e, 7^e et 8^e rang) se trouvaient en Asie. En fait, sept de ces dix villes se trouvaient dans les pays en développement.

Dhaka, qui se place au 11^e rang, est probablement la mégapole dont la croissance est la plus rapide. Entre 1990 et 2005, sa population est passée de 6 à 12 millions d'habitants. On estime que d'ici à 2025, huit des dix plus grandes mégapoles seront en Asie, avec Dhaka au 4^e rang, suivant de près Tokyo, Bombay et Delhi.

Historiquement, l'urbanisation a résulté de l'industrialisation. Dans les pays en développement, l'urbanisation sans industrialisation génératrice d'emplois ou même de travail informel constitue souvent la norme, avec pour conséquence une concentration de la population pauvre. À Dhaka, sur une population estimée à 15 millions d'habitants, 28% sont pauvres et vivent dans des



Dhaka – La mégacité.

bidonvilles. C'est une « favelisation » plutôt qu'une urbanisation. À Dhaka, les bidonvilles sont le signe de la croissance du secteur informel de l'économie. La majorité des habitants des bidonvilles participent activement à l'économie urbaine ; certains sont des chauffeurs de rickshaw, d'autres – pour la plupart des femmes – travaillent à temps partiel comme domestiques pour les familles de la classe moyenne. Le récent développement des industries de la confection à Dhaka a également attiré un nombre considérable de femmes rurales qui ont trouvé un emploi, et viennent de ce fait grossir les rangs de la population urbaine. Les règlements de zonage de la ville sont rarement appliqués. Le paysage urbain est un enchevêtrement de zones résidentielles chics et de quartiers commerciaux. Les problèmes urbains sont le plus visibles dans la rue, avec des embouteillages qui font de Dhaka l'une des villes les plus anarchiques du monde.

Le Bangladesh a fait quelques progrès en matière de réduction de la pauvreté. Les problèmes de Dhaka viennent de la manière dont est administrée la ville. Dhaka est en partie gérée par les différents ministères du gouvernement central et en partie par la mairie, ce qui entraîne des problèmes de coordination assez complexes. Depuis que le gouvernement national est dirigé par

Suite page 11

VERS UN « E-FORUM POUR LA SOCIOLOGIE »

Vineeta Sinha (Université Nationale de Singapour), Comité exécutif de l'ISA



Vineeta Sinha.

En 2005, j'ai commencé à prendre part au e-Bulletin de l'ISA, lancé par Susan McDaniel –alors Vice-Présidente du Comité des Publications de l'ISA –, qui m'invita à présenter ma candidature au poste de rédacteur en chef. Comme je participais déjà au comité de rédaction de l'*Asian Journal of Social Science* et que je travaillais en tant que sociologue dans le Département de Sociologie de l'Université Nationale de Singapour, ce concept novateur d'une publication de l'ISA m'a séduite. Il me semblait indiquer le début d'une étape passionnante et je voulais participer à cette initiative créative dans le domaine des sciences sociales.

Dans un premier temps, ce bulletin électronique fut pensé comme un espace où présenter le travail, les expériences, les idées et les opinions des différentes communautés de sociologues qui, depuis différents endroits du globe, se consacrent à la recherche dans les domaines ethnographique, démographique, théorique, historique et critique. Depuis son lancement en juillet 2005, le e-Bulletin a, jusqu'à un certain point, rempli cette fonction. Les numéros publiés jusqu'à présent ont reflété la diversité de la communauté mondiale des sociologues et ont traité la problématique sociologique qui nous occupe, à la fois complexe et aux multiples strates. Depuis sa création, le bulletin était en outre destiné à faire office de forum où les membres de l'ISA puissent non seulement présenter leur travail mais aussi prendre part à des débats et discussions académiques. Cet usage reste à ce jour encore à développer.

Cinq ans et 16 numéros plus tard, le moment est venu de reconfigurer cet outil et le concept de départ, pour mieux refléter les profonds changements du monde dans lequel nous vivons aujourd'hui. Avec un accès et une diffusion plus larges, il nous faut aller plus loin en termes de contenu, de présentation et de lisibilité. Pour commencer, il était crucial de changer de nom pour refléter la nouvelle identité et le nouveau ton de la publication ; le nouveau nom proposé, qui prendra effet à partir de 2011, est le « ISA e-Forum for Sociology » (« e-Forum de l'ISA pour la Sociologie »), et son but est d'offrir des opportunités pour améliorer les échanges d'idées et de faciliter une plus grande interaction.

Le deuxième changement à opérer, plus fondamental encore, consiste pour cette publication à ne plus seulement être « électronique » (c'est-à-dire un support non imprimé) mais à véritablement « devenir numérique », à s'engager dans la voie numérique. Au jour d'aujourd'hui, pour une publication qui n'est pas diffusée sur support papier, un site web, un blog ou le fait d'opérer en direct, est primordial. J'ai bon espoir que ce changement contribuera également à lancer un forum de discussion et permettra une plus grande immédiateté et spontanéité pour rendre compte d'opinions et de réflexions sur nombre de questions cruciales. En cette deuxième décennie du XXI^e siècle, toute une série de nouvelles technologies contribuent à

redéfinir notre quotidien. La manière dont, à l'heure actuelle, les sociologues « travaillent », interagissent et abordent la recherche sociologique, a été profondément modifiée par l'omniprésence du numérique dans nos vies.

L'idée qui veut que cette publication « devienne numérique » est à la fois une manière de reconnaître l'interface qui existe entre le domaine de la technologie et celui des sciences sociales et un effort pour théoriser les conséquences de ces intersections. Les dispositifs technologiques vont permettre à des sociologues de présenter à leurs collègues des travaux sur des supports visuels ou sonores, sous la forme de films, d'images, d'essais visuels et d'enregistrements audio de discussions importantes. Je pense que cette évolution présente un intérêt considérable dans la mesure où elle permet de diversifier le contenu de la publication, de reconnaître les formes variées et les multiples facettes des travaux en sociologie, de leur assurer une plus ample diffusion, et d'augmenter les possibilités d'une interaction plus soutenue au sein de la communauté mondiale des sociologues. Des discussions et des négociations sont en cours pour mettre en œuvre ces projets et je vous invite tous à venir visiter le site web quand le « e-Forum de l'ISA pour la Sociologie » sera mis en ligne. ■

Le comité du programme pour le Congrès de 2014 à Yokohama

Raquel Sosa Elízaga (Université Nationale Autonome du Mexique), Vice-Présidente du Programme

La liste des membres du Comité du Programme pour le Congrès mondial de 2014 à Yokohama a été approuvée par le Comité exécutif de l'ISA. Dans le processus de sélection, nous avons à la fois voulu tenir compte de la diversité des pays d'origine, du sexe et des domaines de spécialité de chacun, et pris en considération leurs distinctions universitaires et leur niveau d'expertise sur le thème du Congrès : « Faire face à un monde inégal : défis pour une sociologie globale ». J'attends de cette vaste et intense collaboration au niveau international qu'elle fasse de ce Congrès un grand succès.

Présidente du Comité : Raquel Sosa (Nationale Autonome du Mexique, Vice-Présidente du Programme)

Membres de droit :

Michael Burawoy (Université de Californie, Berkeley, États-Unis), Président

Margaret Abraham (Université de Hofstra, États-Unis), Vice-Présidente du Comité de Recherche

Tina Uys (Université de Johannesburg, Afrique du Sud), Vice-Présidente des Associations Nationales

Membres sélectionnés :

J. Esteban Castro (Université de Newcastle, Royaume-Uni)

Sari Hanafi (Université américaine de Beyrouth, Liban), membre du CE

Koichi Hasegawa (Université de Tohoku, Japon), Président du Comité Local d'Organisation pour le Congrès de Yokohama

Kalpna Kannabiran (Université de Hyderabad, Inde)

Edgardo Lander (Université Centrale du Venezuela)

Boaventura de Sousa Santos (Université de Coimbra, Portugal)

Markus S. Schulz (Université d'Illinois, Urbana-Champaign, États-Unis)

Benjamín Tejerina (Université du Pays basque, Espagne), membre du CE

Göran Therborn (Université de Cambridge, Royaume-Uni)

Chin-Chun Yi (Academia Sinica, Taiwan), membre du CE

Elena Zdravomyslova (Université Européenne de Saint-Petersbourg, Russie), membre du CE

TISSER UNE SOCIOLOGIE MONDIALE (SUITE)

Le problème clé qu'il diagnostique dans la sociologie antérieure est celui du « nationalisme méthodologique », c'est-à-dire des méthodes et des théories qui présupposent que l'État-nation est le réceptacle de la réalité sociale. Il n'est pas facile de voir du nationalisme méthodologique dans *Street Corner Society*, *The Polish Peasant in Europe and America*, ou *Idéologie et utopie*, mais admettons. Mais ce qui est plus important, c'est que l'histoire de Beck omet les deux premières générations qui sont à l'origine de la sociologie européenne et nord-américaine, de Comte et Spencer à Engels et de Tönnies à Durkheim, Ward, Weber et Sumner.

La sociologie du XIX^e siècle était déjà mondialisée. Elle ne prenait pas l'État-nation comme point de référence, mais la totalité de l'histoire humaine. Elle tirait

une grande quantité de ses informations du monde colonisé, et son concept de « progrès » sociétal offrait un moyen de comprendre l'impérialisme mondial, alors à son zénith.

L'impérialisme et le colonialisme sont des mots que Beck ne prononce pas. Comme la plupart des théoriciens de la mondialisation, il prend ses distances avec des mots aussi crus que « système mondial et théories de la dépendance ». Il préfère l'idée d'une interconnectivité sans frontières, une sorte de tache de la modernité qui se répandrait partout à travers le monde. Un des exemples qu'il donne de la cosmopolitisation ordinaire – une figure rhétorique courante dans les textes sur la mondialisation – est la possibilité d'aller au restaurant et d'y manger différents types de cuisines : « il est pos-

sible, quand on a assez d'argent, de "manger le monde" ».

Mais posons une question d'ordre sociologique au sujet de l'exemple de Beck. Pour quels groupes sociaux « manger le monde » n'est *pas* possible ? Il faudrait inclure le milliard de personnes vivant actuellement dans la pauvreté absolue. Cela inclurait tous les ruraux – la moitié de la population mondiale vit encore en dehors des villes. Il y a aussi ces femmes qui ne peuvent pas sortir de chez elles pour aller au restaurant, soit parce que les coutumes patriarcales le leur interdisent soit parce qu'elles sont assignées à la maison pour prendre soin des vieilles personnes ou des enfants. Et aussi ces hommes et ces femmes qui sont trop fatigués après un travail harassant en usine pour passer d'une cuisine à une autre. Et tous ceux qui, handicapés ou infectés, ou membres de castes ou races stigmatisées, ne seraient pas autorisés à entrer dans le restaurant.

Suite page 13

À PROPOS DU « LULISME »

Ruy Braga (Université de São Paulo)

En dépit d'une compétition de deuxième tour inattendue, la victoire de Dilma Rousseff (PT – Parti des travailleurs) aux élections présidentielles brésiliennes du 31 octobre, avec une avance d'environ 12 millions de voix sur José Serra (PSDB – Parti de la social-démocratie brésilienne), a démontré l'hégémonie politique de l'administration en place.

Bénéficiant du soutien d'une part importante de la population dans le Nordeste brésilien – l'une des régions les plus pauvres du pays et principale bénéficiaire d'un programme de transfert des revenus connu sous le nom de « Bolsa Família » (bourse famille) –, où elle a obtenu le soutien de 67% de l'électorat, Dilma Rousseff illustre en fait la consolidation d'un phénomène social et politique relativement nouveau dans l'histoire du Brésil : le « Lulisme ».

Pour tenter de comprendre l'existence de ce nouveau phénomène, le politologue André Singer explique que la comparaison entre les scrutins présidentiels de 2002 et 2006 montre que l'émergence du Lulisme a reposé sur le soutien au programme politique de Lula des électeurs à faibles revenus – ceux qui recevaient entre une et deux fois le salaire minimum. Cela s'est passé au moment où le soutien des classes moyennes urbaines qui avaient voté pour Lula aux élections de 2002 commençait à décliner, à la suite du scandale du « mensalão » (« scandale des mensualités », allocations mensuelles illégales versées aux membres du Parlement en échange de leur soutien).

En quoi consiste exactement ce Lulisme, et d'où vient-il ? Au Brésil, les années 90 furent une décennie de restructuration en vue d'augmenter la productivité des entreprises, de privatisations, et de crise du syndicalisme militant. Les transformations au niveau de la productivité et les privatisations firent augmenter le chômage, ce qui eut pour résultat une remise en cause des bases



Passer le relais du « Lulisme » : la nouvelle présidente consulte son prédécesseur.

de l'organisation des travailleurs. L'ancien système de solidarité fordiste céda le pas à la précarisation de l'emploi, et le syndicalisme militant associé à ce système de solidarité entra en crise, avec pour effet de renforcer la bureaucratization des syndicats.

Sous Lula, la bureaucratie syndicale amplifia cette tendance en s'emparant du gouvernement fédéral, tout en préservant l'essence même des politiques économiques du régime précédent de Cardoso. Puis l'administration Lula affaiblit les mouvements sociaux en absorbant une part significative de leurs dirigeants. En intégrant des forces sociales antagonistes dans l'appareil d'État, et en démobilisant les classes défavorisées, le Lulisme a désarmé les mouvements sociaux des années 70 et 80. Dilma Rousseff, quelqu'un qui ne s'était jamais présenté à des élections auparavant, incarne l'hégémonie de ce pouvoir bureaucratique.

Telle est donc la définition du « Lulisme » : une forme d'hégémonie produite par une révolution coopérative – d'aucuns l'appellent « révolution passive » – entreprise au sein des zones semi-périphériques du système capitaliste, et qui est parvenue à démo-

Suite page 14

MIGRATIONS MONDIALES : PERSPECTIVES DE BALI

Yoshimichi Sato (Université de Tohoku), Comité Exécutif de l'ISA

J'ai participé à un colloque international sur les « Tendances actuelles des migrations mondiales au Japon et en Indonésie », qui s'est tenu à Bali le 29 octobre. Ce colloque était parrainé par le Centre pour l'Étude des Inégalités et de la Stratification Sociale, que je dirige. Il y avait deux conférenciers japonais (dont moi-même) et deux conférenciers indonésiens. Tandis que les intervenants japonais ont parlé de migration transnationale – en particulier de l'immigration vers le Japon –, les intervenants indonésiens ont fait état de l'immigration interne vers Bali. Bien qu'il s'agisse de courants migratoires différents, ils ont en partage quelques thèmes communs : l'effet de la mondialisation sur les migrations et l'effet des migrations sur la société d'accueil.

Il est évident que la mondialisation a facilité la migration interne aussi bien que transnationale. Néanmoins, on ne sait pas encore comment les politiques nationales telles que la sélection des immigrants par le biais des politiques en matière de visas influent sur les schémas migratoires. Par exemple, en 1990, le gouvernement japonais a ouvert ses portes aux Brésiliens qui sont des descendants d'immigrants japonais au Brésil, afin de pallier à la pénurie de main-d'œuvre semi-qualifiée et non qualifiée. Au fil des années, cependant,

un certain nombre de ces immigrants brésiliens qui avaient d'abord été des travailleurs manuels, ont intégré les classes moyennes, en devenant par exemple propriétaires de boutiques ethniques ou cadres moyens servant d'intermédiaires entre travailleurs brésiliens et cadres supérieurs japonais. Ce sont des phénomènes que le gouvernement japonais n'avait pas prévus. Ils débouchent sur des thèmes de recherche intéressants portant sur les interactions entre mondialisation, migrations, et institutions (ou politiques) locales.

Un autre sujet fascinant qui a fait l'objet de discussions lors du colloque, concernait le prestige associé à certains métiers. Un conférencier indonésien a parlé des agriculteurs balinais qui emploient des travailleurs de Java plutôt que d'avoir recours au travail des enfants. Ils veulent que leurs enfants aillent à l'école, et ce bien qu'un agriculteur ait des revenus supérieurs à ceux d'autres professions. L'intervenant a attribué cela au peu de prestige dont jouit le métier d'agriculteur, ce qui devient à son tour un facteur déterminant de migration.

En résumé, le colloque a été un échange fructueux de résultats sur le thème des migrations internes et transnationales au Japon et en Indonésie, nous permettant d'approfondir notre compréhension du phénomène migratoire à l'ère de la mondialisation. ■

IN MEMORIAM : MATTEI DOGAN, 1920-2010

Arnaud Sales (Université de Montréal), ancien Vice-Président de l'ISA chargé de la Recherche

Mattei Dogan, Fondateur et Président (1971-1986) du Comité de Recherche (CR) 24 sur l'Environnement et la Société et du CR 20 sur la Sociologie Comparative (de 1986 à 2006), est décédé à Paris le 10 octobre 2010. Homme généreux et d'une grande force de caractère, il sera vivement regretté par nombre de collègues et amis. Né en Roumanie, il fait une licence à l'Institut d'Études Politiques (IEP) de Paris, puis une maîtrise d'Histoire et Philosophie à la Sorbonne, où il obtient par la suite un Doctorat d'État ès Lettres et Sciences Humaines. En 1953, il entre au Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) à Paris, couronnant sa carrière dans cette institution en tant que Directeur de Recherche émérite. Il fut également professeur de science politique à l'Université de Californie (UCLA, Los Angeles) entre 1973 et 1991, et Professeur Invité dans différentes universités, dont celles de Tokyo, de Yale et de Florence. Mattei Dogan savait communiquer son enthousiasme au monde universitaire de la sociologie et des sciences politiques. Il créa et dirigea plusieurs comités de recherche en tant que membre de l'ISA et de l'IPSA. De plus, il organisa de nombreuses conférences et participa aux comités de rédaction d'une dizaine de revues.



Mattei Dogan.

Il est l'auteur de plus de 200 publications, dont beaucoup comportent une recherche empirique, en plus d'une analyse théorique, méthodologique et épistémologique. Bon nombre d'entre elles sont centrées sur les élites administratives politiques et gouvernementales. Parmi ses ouvrages, citons *Mandarins of Western Europe* (1975) ;

Pathways to Power (1988) ; *Elites, Crises and the Origins of Regimes* (1998) ; et *Elite Configurations at the Apex of Power* (2003). Il est connu pour son travail dans le domaine du comportement politique et de la sociologie électorale, et plus particulièrement sur les grandes tendances du vote féminin et sur la sociologie des valeurs (nationalisme, religion, et légitimité politique). Si une part importante de son travail porte sur la France, il a fait au début de sa carrière des recherches concernant l'Allemagne, l'Italie et la Grande-Bretagne, ainsi que l'Europe et les États-Unis. Ceci l'a aidé à forger sa vocation de comparatiste. C'est avec enthousiasme et talent qu'il développa et promut cette approche comparatiste dans le domaine de la sociologie politique, comme en témoigne son ouvrage *How to Compare Nations* (1990). Il faut également faire mention de son analyse de la fragmentation des disciplines, de l'interdisciplinarité et de l'hybridation de certaines branches des disciplines des sciences sociales. Cf. *Innovation dans les Sciences Sociales : la Marginalité Créatrice* (avec R. Pahre), 1991.

Au début de l'année 2000, il créa une fondation exclusivement consacrée aux sciences sociales. Cette fondation donna au Conseil de la Recherche de l'ISA l'occasion de créer le prix Fondation Mattei Dogan/ISA pour récompenser des sociologues qui se sont illustrés aux Congrès mondiaux de l'ISA, mais le dernier Comité Exécutif de l'ISA y a malheureusement mis fin en juillet 2010. La fondation décerne 21 prix d'excellence dans la recherche universitaire, et supervise trois anthologies en ligne.

L'Association Internationale de Sociologie (ISA) est particulièrement reconnaissante à Mattei Dogan pour sa direction du CR 24 sur l'Environnement et la Société et du CR 20 de Sociologie Comparative, et pour tout ce qu'il a réalisé en vue de développer notre discipline et les sciences sociales en général. Qu'il repose en paix. ■

ATTENTION : UN RÉGIME AUTORITAIRE MENACE LA SOCIOLOGIE !

Elena Zdravomyslova (Université Européenne, St-Petersbourg),
Comité Exécutif de l'ISA

Les historiens de la science ont montré que le développement de la sociologie est directement lié à la structure de la société et à son régime politique. Les régimes politiques autoritaires entravent le développement des études sociales, et la sociologie, si elle survit, devient une courroie de transmission du pouvoir répressif. Dans ces conditions, l'analyse sociologique indépendante devient impossible, et la répression peut menacer le poste, et parfois même la vie, du sociologue.



Andrei Vardomatsky.

C'est ce qu'on observe dans le cas du célèbre sociologue biélorusse Andrei Vardomatsky, directeur du laboratoire de recherche « Novak ». Depuis plus d'une douzaine d'années, « Novak » a réalisé, pratiquement chaque mois, des sondages pour les citoyens biélorusses. Vardomatsky est, également, l'un des experts de la campagne d'éducation civique « Dites la vérité ! ». Cette initiative citoyenne vise à informer la société biélorusse sur les problèmes sociaux : chômage, conséquences encore tangibles de la catastrophe de Tchernobyl sur la santé publique, etc. Le laboratoire a même proposé un candidat alternatif à la présidence de la Biélorussie.

Le 18 mai 2010, le laboratoire de recherche et l'appartement du Dr. Vardomatsky ont été fouillés. Le 1^{er} juin 2010, le sociologue biélorusse, sans raison apparente et sans explications, était arrêté à la frontière alors que venant de Lituanie, il regagnait Minsk.

De l'avis de la plupart des commentateurs, et du Dr. Vardomatsky lui-même, l'arrestation et les perquisitions étaient une forme d'in-

timidation politique, liée à son activité professionnelle et à sa collaboration avec les médias indépendants. Ces agissements des autorités ont lieu dans le contexte de la campagne électorale en cours. Des élections présidentielles sont en effet prévues en décembre. À noter que l'actuel président de Biélorussie, Alexandre Loukachenko, a réussi à se faire élire à trois reprises depuis 1994, et que, d'après la constitution biélorusse, il peut être candidat à la présidence autant de fois qu'il le souhaite. Les autorités prennent des mesures pour intimider les médias indépendants, les initiatives civiques et les spécialistes en sciences sociales qui collaborent avec l'opposition. C'est devenu une pratique courante juste avant chaque scrutin – comme ce fut le cas en 2001 et 2004.

Les perquisitions pratiquées par les forces de l'ordre ont été amplement commentées dans les médias indépendants, mais les médias contrôlés par l'État sont restés silencieux sur ces actions répressives. Les autorités biélorusses sont particulièrement méfiantes à l'égard de la recherche professionnelle sur l'opinion publique, surtout en période de campagne électorale. C'est pourquoi des éléments de la campagne présidentielle de 2010 sont lourds de menaces pour les sociologues indépendants et les organisations auxquelles ils appartiennent.

La communauté internationale des sociologues exprime son inquiétude face au harcèlement des autorités à l'encontre de Andrei Vardomatsky, et fait entendre sa voix pour défendre les droits de la profession et de ses chercheurs. La répression et l'intimidation à l'encontre d'une science sociale indépendante sont les signes de la vulnérabilité et de la fragilité d'un régime autoritaire. Alors que la sociologie devient de plus en plus une science sans frontières, les données des recherches deviennent disponibles en dehors des pays où elles ont été collectées. La Biélorussie, sans une sociologie indépendante, devient une société paria, conservant de fait des attitudes de type soviétique à l'égard de notre profession. Une sociologie soumise n'a aucune valeur, et reflète une société soumise, c'est-à-dire une société sans liberté d'expression ni pluralisme d'opinion. ■

7

FOXCONN : LE PRÉDATEUR GLOBAL (SUITE)

l'emploi dans la mesure où ils ont été enfermés dans un système avec des salaires très faibles et peu d'avantages. Sur le plus bas échelon des chaînes internationales d'approvisionnement en marchandises, les travailleurs de Foxconn sont privés de salaires décents et de protection sociale. Les employés de Foxconn et d'autres sites industriels restent des travailleurs marginalisés et des citoyens de seconde zone.

Les grandes marques internationales ont une influence considérable sur leurs sous-traitants. Apple par exemple exerce une pression énorme sur ses fournisseurs dans le monde entier sans à peine se préoccuper des effets de cette politique sur les personnes qui fabriquent ces produits. On estime que Apple impose des marges commerciales brutes d'environ 50 % sur le nouvel iPhone de quatrième génération, à comparer aux marges de 20 à 40 % de ses concurrents. Apple a bénéficié de profits records, et néanmoins a saisi toutes les occasions pour s'assurer de prix tou-

jours plus bas auprès de ses fournisseurs. Les fabricants installés en Inde, au Vietnam, au Cambodge, au Bangladesh et dans d'autres pays en voie de développement, s'opposent à la Chine dans un combat pour devenir les fournisseurs de deuxième rang le plus en aval possible dans la chaîne d'approvisionnement. Dans les usines, les travailleurs font les frais des réductions de coûts.

Sous la pression directe de Apple et d'autres acheteurs, depuis mai 2010 – au plus fort de la série des jusqu'alors 13 suicides par saut d'un immeuble dans le vide (qualifiés de « suicides-express » par les médias chinois) –, Foxconn a payé les 500.000 travailleurs des chaînes d'assemblage de ses usines de Shenzhen seulement 900 yuans par mois (132 US\$). Ce salaire à peine suffisant pour vivre est trop faible pour répondre aux besoins des travailleurs et les contraint à travailler jusqu'à 100 heures supplémentaires par mois, ce qui représente près du triple du maximum de 36 heures prévu par le droit du travail chinois.

Le Directeur Général de Foxconn, Terry Gou, a déclaré publiquement que les suicides n'avaient aucun lien avec les méthodes de gestion, les salaires, les conditions de travail ou les conditions d'hébergement des travailleurs, mais que ce sont plutôt des problèmes personnels qui ont conduit à ces suicides. Dernièrement,

Suite page 9

LA MONDIALISATION ET LE MONDE TURCOPHONE

Tina Uys (Université de Johannesburg, Afrique du Sud), Vice-Présidente des Associations Nationales de l'ISA

C'est avec beaucoup d'enthousiasme (et une certaine appréhension) que j'ai entrepris, depuis l'Afrique du Sud, un voyage de 29 heures pour assister au III^e Congrès Mondial des Sociologues Turcophones qui s'est tenu du 21 au 24 septembre à Bichkek, au Kirghizistan. Non seulement la presse avait rapporté des cas d'affrontements ethniques entre Ouzbeks et Kirghiz dans le sud du pays, et d'enlèvements de jeunes filles, mais je n'avais pas de visa – seulement une lettre des organisateurs attestant que mon visa m'attendait à l'aéroport international de Manas. Pourtant, tout s'est passé sans problème depuis le moment de mon arrivée à l'aéroport, les organisateurs ne ménageant pas leurs efforts pour que tous les délégués réussissent à participer au Congrès. Je ne me suis jamais sentie en insécurité pendant mon séjour et en ai apprécié chaque moment.

Le Congrès a été organisé par le Centre d'Études sur la Civilisation Turcophone de l'Université Turco-Kirghize de Manas. Les secrétaires généraux du Comité d'Organisation étaient le Professeur Ilhan Sahin, doyen du Département de Sociologie de l'université, et le professeur Kusein Isaev, président de l'Association Kirghize de Sociologie. Cette association est l'un des membres collectifs les plus récents de l'ISA. Il n'y a que quatre membres collectifs provenant de cette région du monde, sur les 55 que compte l'ISA – les trois autres étant l'Association de Sociologie d'Azerbaïdjan, l'Association de Sociologie du Kazakhstan et l'Association Turque de Sciences Sociales. Les pays suivants étaient représentés au Congrès : Kirguizistan, Kazakhstan, Turquie, Russie, Azerbaïdjan, Kurdistan, Tadjikistan, Tatarstan, Ukraine et Ouzbékistan.

Les discours d'ouverture furent suivis de musiques et danses traditionnelles de toute beauté, et d'une représentation captivante d'une partie de l'épopée héroïque de « Manas », qui est constituée d'un ensemble de mythes, légendes et contes kirghiz liés au personnage héroïque de Manas. Pendant la session d'ouverture, j'ai eu l'occasion d'encourager les quelque 200 participants à apporter leur contribution à l'ISA, et j'ai également mis à disposition au bureau d'enregistrement des brochures informatives sur les activités de l'ISA.

Le thème principal du Congrès était «La mondialisation et le monde turcophone» et environ 200 communications furent présentées tout au long de 40 sessions réparties sur trois jours. Les débats furent très animés et il est clair que la Sociologie a une assise solide dans la région. J'ai également apprécié les efforts réalisés pour assurer la participation de jeunes sociologues dans la mesure où ce sont eux qui représentent l'avenir de notre discipline.

La principale barrière qui limite une plus grande participation au sein de l'ISA de membres individuels de la région est bien sûr une barrière linguistique. Les langues principales du Congrès ont été le turc et le russe, tandis que certains délégués ont parlé kazakh ou kirghiz. Les deux langues officielles du Kirghizistan sont le russe (que tous, sauf dans les zones les plus reculées, semblent comprendre) et le kirghiz (récemment introduit comme

langue officielle). Malheureusement, dans un tel environnement, les quatre langues que je comprends m'ont été de peu de secours et j'ai dû largement compter sur mon excellente interprète, Meerim Kinalieva, pour pouvoir communiquer. Son aide a été très précieuse.

Suite à une invitation du Professeur Galina Gorborkova de l'Université Américaine d'Asie Centrale (AUCA, <http://www.auca.kg/>), mon collègue le Professeur Nikita Pokrovsky, membre du Comité Exécutif, et moi-même avons eu l'occasion de parler avec les étudiants de dernière année de sociologie à l'AUCA de leurs projets de recherche. J'ai été très impressionnée par l'enthousiasme des étudiants (et leur maîtrise de l'anglais) qui augure bien de l'avenir de la sociologie au Kirghizistan.

Un autre moment fort a été l'invitation de Nikita et moi-même, par le Professeur Kusein Isaev, à assister à une célébration dans la maison d'un des membres de sa famille. Cela nous a permis de découvrir l'hospitalité kirghize et de nous faire une idée de la vie de famille au Kirghizistan. Ce fut un honneur de pouvoir partager ces joyeuses festivités familiales et d'être témoins de leurs solides liens familiaux.

Pour finir, je voudrais remercier le Centre d'Études sur la Civilisation Turcophone de l'Université Turco-Kirghize de Manas, qui a organisé le Congrès, de m'avoir invitée à participer à cet événement important. Je voudrais tout particulièrement remercier mes hôtes, le Professeur Isaev et le Professeur Sahin, ainsi que mon interprète, Meerim Kinalieva, pour les efforts qu'ils ont déployés pour rendre mon séjour si agréable. J'espère vivement qu'une relation plus étroite est appelée à se développer entre l'ISA et les sociologues turcophones et les organisations auxquelles ils appartiennent. Une réunion entre la direction de l'Université Turco-Kirghize de Manas et les délégués de différents pays a clairement démontré leur volonté d'explorer des nouvelles formes de collaboration. ■



Sociologues en randonnée dans les montagnes kirghizes.

QU'ARRIVE-T-IL À LA SOCIÉTÉ ? VISION À LONG TERME DEPUIS LA POLOGNE

Grażyna Skapska (Université Jagiellonian, Cracovie)

En septembre 2010, les sociologues polonais ont tenu leur XIV^e Congrès national, organisé par l'Association Polonaise de Sociologie (*Polskie Towarzystwo Socjologiczne* – PTS) et l'Université Jagiellonian. Cette rencontre a été une grande réussite, avec la participation de plus de 1200 sociologues venus de Pologne et d'ailleurs. Autre élément important, plus d'un tiers des participants étaient des étudiants. Le programme du Congrès comportait trois séances plénières, quatre symposiums, et 85 groupes de travail, ainsi qu'un certain nombre de groupes *ad hoc*, et plusieurs présentations de posters. Le discours d'ouverture a été prononcé par Claus Offe, et celui de clôture par Michael Burawoy, qui a également rencontré des jeunes sociologues pour parler du rôle de la sociologie et des sociologues dans le monde contemporain et au sein de l'ISA.

Le thème de ce Congrès reflétait les traditions de la sociologie et des sociologues en Pologne, et particulièrement les traditions de leur organisation professionnelle la plus importante. Le Congrès a mis en évidence l'importance de l'engagement des sociologues polonais dans les débats concernant

les sujets de société brûlants, tout autant que dans les sujets d'intérêt théoriques.

La PTS est la principale association de sociologues en Pologne. Sous sa forme actuelle, elle existe de manière continue depuis 1956, mais en réalité on peut faire remonter son histoire à 1927, quand Florian Znaniecki met en place la première organisation de ce type, sous l'appellation d'Institut Polonais de Sociologie. En 1931, à l'occasion du premier Congrès national de sociologues à Poznań, l'Institut devient une organisation professionnelle sous le nom d'Association Polonaise de Sociologie (PTS, *Polskie Towarzystwo Socjologiczne*), créée à l'initiative de Znaniecki. Cette association a été l'une des premières du genre en Europe.

Malheureusement, en 1951, pendant la période stalinienne de la Pologne de l'après-guerre, la sociologie est déclarée une science « bourgeoise », et tous les départements et instituts de sociologie des universités sont fermés. Quand, à partir de 1956, la sociologie est à nouveau autorisée comme discipline universitaire, un groupe de sociologues des universités de Varsovie



Séance plénière d'ouverture de la Société Polonaise de Sociologie, Cracovie.

et de Łódź (autour de la figure de Stanisław Ossowski) créent une section de sociologie au sein de l'Association Polonaise de Philosophie, qui devient membre de l'Association Internationale de Sociologie (ISA), dont Ossowski avait déjà été membre fondateur en 1949. L'année suivante, cette « section » devient l'Association Polonaise de Sociologie (PTS), et Ossowski son premier président élu. Sous le régime communiste, bien que la vie universitaire est fortement réglementée et soumise à un contrôle idéologique et à des pressions politiques, la PTS est restée totalement indépendante par rapport au gouvernement, devenant par là un espace privilégié pour débattre librement des sujets importants.

Suite page 15

FOXCONN : LE PRÉDATEUR GLOBAL (SUITE)

les médias rendent compte de l'expansion rapide de Foxconn dans toute la Chine continentale – expansion visant à créer d'ici 2011 un « empire de fournisseurs » de pas moins de 1.300.000 travailleurs. Quand on confronte ces deux faits, cela conduit à s'inquiéter du fait qu'une entreprise aussi géante puisse échouer à réfléchir sur les raisons qui ont conduit à la perte tragique de vies humaines. Durant cette époque de croissance à grande vitesse, outre l'augmentation de sa propre compétitivité sur le marché et de la valeur des parts des actionnaires, que fera donc Foxconn pour ce grand nombre de jeunes travailleurs migrants ?

Entre mai et septembre dernier, [SACOM](#) et [Foxconn Research Group](#), une équipe de plus de 60 professeurs et étudiants de 20 universités de Chine continentale, Taïwan et Hong-Kong – comprenant l'Université de Pékin, l'Université de Tsinghua, l'Université Nationale de Taïwan, et l'Université Polytechnique de Hong-Kong – ont conduit une recherche dans douze usines

de Foxconn en Chine continentale, dans les villes de Shenzhen, Nanjing, Kunshan, Hangzhou, Tianjin, Langfang, Taiyuan, Shanghai et Wuhai. Nous avons effectué un sondage (1.736 questionnaires) et des interviews (300 cas). De plus, 14 chercheurs opérant sous couverture sont entrés chez Foxconn en tant que salariés. Sur la base de cette enquête indépendante, nous demandons directement à Foxconn d'affronter et de résoudre ses problèmes systémiques avec la main-d'œuvre. Personne ne peut s'arroger le droit de se développer économiquement et d'accumuler de la richesse au prix de vies humaines.

Le 22 septembre, pendant les vacances de la fête de la mi-automne, nous avons rendu visite à Tian Yu, une jeune fille âgée de 17 ans, et l'une des survivantes de Foxconn. Le 17 mars, cette jeune fille insouciant, qui autrefois aimait rire et les fleurs, s'est jetée du quatrième étage du dortoir des travailleurs de l'usine de

Suite page 11

LE TRANSNATIONALISME EN QUESTION : LE CENTENAIRE DE LA SOCIÉTÉ ALLEMANDE DE SOCIOLOGIE

Petra Rostock et Linda Supik (Université Goethe, Francfort)

La DGS (Société Allemande de Sociologie) a récemment célébré son centième anniversaire lors d'un Congrès spécial à Francfort-sur-le-Main (11-15 octobre 2010). Les organisateurs ont choisi le thème « Constructions transnationales des Sociétés » (<http://dgs2010.de/english>).

Alors qu'il y a un siècle, le nouvel acteur qu'était l'État-nation constituait le cadre du sujet de recherche – les sociétés nationales – de cette discipline scientifique en devenant appelée « Sociologie », aujourd'hui, la tâche est de tracer un nouveau périmètre pour le social : l'espace transnational. Quelle est sa pertinence, comment peut-il être conceptualisé, mesuré et étudié ; et – question qui a paru extrêmement provocatrice à bon nombre de participants au Congrès – le transnational va-t-il remplacer le national comme objet central de recherche ? Peut-être est-

il simplement « naturel » qu'une organisation scientifique *nationale* se sente remise en question par un concept qui, précisément, *questionne* son domaine de recherche et de référence.

La notion de transnationalisme telle qu'elle a été présentée à Francfort-sur-le-Main est apparue comme un mot en vogue. Elle avait été intégrée sans aucun problème à pratiquement tous les titres des panels, mais ne constituait pas toujours le centre d'intérêt des communications. Le terme « transnational » a parfois été employé dans un sens assez large et imprécis, et aurait pu facilement être remplacé par celui d'« international ».

Comment la sociologie en Allemagne a-t-elle évolué en un siècle ? Un parti pris masculin est encore manifeste. En 100 ans d'histoire, la DGS n'a eu qu'un président femme. Toutefois, parmi les univer-

sitaires, les proportions d'hommes et de femmes sont beaucoup plus équilibrées de nos jours. Quant à la transnationalité, transparait-elle dans la liste des intervenants ? Suivant en cela la tradition des « pays invités d'honneur », les deux autres « grandes nations » de la Sociologie, la France et les États-Unis, ont été représentées lors de ce Congrès par des intervenants de renom.



Hansfried Kellner, Thomas Luckmann et Peter Berger en plein débat (photo de David Schommer).

Dans la ville multiculturelle de Francfort, avec heureusement la participation d'un nombre important d'étudiants locaux, le visage de la sociologie allemande est apparu comme très blanc. La dominante blanche a prévalu même au sein de l'un des panels progressistes –

Suite page 11

LE TOURNANT COSMOPOLITIQUE EN SOCIOLOGIE (SUITE)

au sein d'une « société » en se fondant sur le modèle américain. Les théories de l'ordre et du conflit devaient être « testées » à l'intérieur des États-Unis et on parlait du principe que les conclusions qu'on en tirait pouvaient ensuite être généralisées à toutes les sociétés ou du moins à toutes les riches sociétés industrielles. Pendant des décennies, la sociologie a tout simplement fonctionné ainsi ; on considérait cette manière de faire de la sociologie comme allant de soi. Mais c'est alors que les « études globales » ont fait irruption.

2. Comment faire de la recherche au niveau global ? Nous ne vivons pas une époque de cosmopolitanisme mais une époque de cosmopolitisation

On peut distinguer trois phases dans la manière dont le terme de « globalisation » a été utilisé dans les sciences sociales : dans une première phase, le déni, dans une deuxième phase, le perfectionnement conceptuel et la recherche empirique, et dans une troisième phase, la « cosmopolitisation ». Le déni initial n'a plus lieu parce que l'évolution théorique et empirique a révélé un nouveau paysage social en devenir (cf., par exemple, Held *et al.*, *Global Transformations*). Parmi ses caractéristiques principales, figure l'interconnection, c'est-à-dire la dépendance et l'interdé-

pendance des gens à travers le monde. Pratiquement toute la gamme des expériences et des pratiques humaines sont, d'une façon ou d'une autre, influencées par l'irrépressible interconnectivité du monde (à ne pas confondre avec le système mondial et les théories de la dépendance).

La troisième phase met à nu l'invisible noyau central, conséquence non voulue de cette interconnectivité à l'échelle globale : une cosmopolitisation vraiment réelle – la fin de l'« autre global ». L'autre global est ici, parmi nous. Or il s'agit précisément de cela : faire clairement la distinction entre le *cosmopolitanisme philosophique* et la *cosmopolitisation socio-scientifique*.

Le cosmopolitanisme au sens philosophique kantien signifie quelque chose d'actif, une tâche, un choix conscient et délibéré, à l'évidence l'affaire d'une élite, une perspective contrôlée par le haut. Mais aujourd'hui, en réalité, une cosmopolitisation « banale », « coercitive » et « impure » se révèle non voulue, invisible – puissante et source de confrontation sous les dehors d'espaces nationaux, de juridictions et d'étiquettes qui persistent. Elle s'étend depuis les hautes sphères de la société jusqu'au quotidien des familles, aux situations laborales et aux destinées individuelles – alors même que les drapeaux nationaux continuent à être levés et que les attitudes, les identités et la conscience nationales sont réaffirmées avec force. Une cosmopolitisation ordinaire est par exemple visible à travers l'offre colossale de produits alimentaires et de traditions culinaires couramment disponibles dans la plupart des petites et grandes villes du monde entier. Il est possible, quand on a assez d'argent, de « manger le monde ».

Suite page 12

LE TRANSNATIONALISME EN QUESTION

(SUITE)

à notre avis – particulièrement bienvenu, sur les perspectives post-coloniale et féministe des relations transnationales. Là encore, les concepts utilisés ont semblé rester relativement superficiels, et ne pas tenir la promesse normative associée aux perspectives post-coloniales et féministes qui aurait consisté à faire le lien entre la critique épistémologique et sociale, afin de remettre en question les systèmes hégémoniques de vérité, en mettant en relief la manière dont ces systèmes de vérité reposent sur l'exclusion, l'homogénéisation et l'altérité.

Face aux débats en cours en Allemagne sur « l'intégration » et l'Islam, et devant la stigmatisation de gens qui sont perçus comme des migrants, comme culturellement différents et par conséquent inférieurs, nous avons été déçus par la discussion finale sur la « Globalisation culturelle : Nouvelles formes de sociétés religieuses transnationales ». Alors que le panel était, sans aucun doute, représenté par trois sociologues de renom (Peter L. Berger, Hansfried Kellner et Thomas Luckmann), une analyse du présent ainsi que des perspectives sur le futur (trans ?) national ont fait défaut.

Par contraste, le programme supplémentaire du Congrès a bien su faire le lien entre les problèmes sociaux contemporains et certains développements actuels dans les domaines du théâtre et de la musique. Néanmoins, l'ordonnement des débats a été relativement dur pour les participants au Congrès. N'ayant pas prévu de pauses, les organisateurs semblaient penser que les chercheurs en sciences, entièrement dévoués à leur travail, ne vivent que de savoir et d'eau fraîche.

Tout en reconnaissant l'importance d'une réflexion sur le passé, surtout à l'occasion de ce centième anniversaire, nous espérons qu'anciens et nouveaux concepts seront à l'avenir davantage remis en question, en particulier le concept du « national ». Le Congrès a révélé de manière imposante qu'une discussion sur la pertinence du « national » comme élément clé de l'analyse sociologique doit encore avoir lieu. ■

FOXCONN : LE PREDATEUR GLOBAL

(SUITE)

Shenzhen Longhua. Si on la compare aux autres candidats au suicide, elle a eu de la chance ; elle a survécu. Cependant d'un autre point de vue, elle n'a pas de chance, car son jeune corps reste encore paralysé, même après plusieurs opérations chirurgicales, et elle passera le restant de sa vie dans une chaise roulante.

Pour empêcher les travailleurs de répondre à un traitement injuste par le suicide, nous pressons vivement Foxconn et ses clients de premier plan d'améliorer leurs conditions de travail. Nous encourageons les ONG crédibles et les universitaires à proposer dans les usines des sessions de formation participative sur les droits des travailleurs. Les travailleurs devraient exercer leur droit à un syndicat démocratique et à des négociations collec-

tives. À l'heure où nous écrivons, Foxconn a réprimé la grève avec sit-in pacifique dans l'usine de 7.800 travailleurs de Tamilnadu, dans le sud de l'Inde. La direction de Foxconn India a refusé de négocier une augmentation de salaires avec les [représentants syndicaux](#) – actuellement un salarié indien ordinaire avec quatre ans d'expérience gagne seulement 4.800 Rs (106 US\$) par mois. Le 9 octobre, la police locale a arrêté des centaines de travailleurs de Foxconn en grève, et les a emprisonnés à la Prison Centrale de Vellore.

Agissez maintenant ! (1) S'il vous plaît apportez votre soutien à la campagne de LabourStart intitulée [Inde : plus de 500 travailleurs emprisonnés en conflit avec Foxconn](#). (2) Ajoutez votre nom à celui des étudiants et universitaires dans la campagne de signatures intitulée [Créez des standards de travail humains chez Foxconn et mettez fin à la « face cachée des industries » dans le secteur des technologies de l'information](#). S'il vous plaît envoyez un mail à [Debby Chan](#) ou à [Jenny Chan](#) à la SACOM. Merci ! ■

DHAKA

(SUITE)

la Ligue Awami et que le maire de la ville est issu de la formation rivale du Parti Nationaliste du Bangladesh, cela devient un problème politique. Les deux partis, qui accusent de profondes disparités idéologiques, sont en désaccord sur la plupart des questions qui se posent à l'échelle nationale.

Au cours des quatre derniers siècles, Dhaka a survécu, connaissant l'essor et le déclin, l'opulence et la pauvreté. À la fin du

XVII^e siècle, les souverains moghols firent de la ville une capitale provinciale. À l'époque de la domination britannique, la ville connut le déclin tandis que Calcutta prenait son essor, mais depuis 1971, devenue la capitale du Bangladesh, Dhaka se développe à nouveau, quoique sans aucune planification. Gérée par une administration municipale compétente et démocratique, Dhaka pourrait retrouver sa gloire passée en se transformant de « mégacité » du désespoir en mégalopole prospère. ■

LE TOURNANT COSMOPOLITIQUE EN SOCIOLOGIE

(SUITE)

Là où d'autres ont vu un « électisme postmoderne », je ne vois pas d'opposition avec le moderne mais plutôt une nouvelle réflexivité sur ce qu'est la modernité. Ainsi, les traditions culinaires, le risque global, l'art et les conflits culturels à l'échelle mondiale (par exemple au sujet des caricatures danoises de Mahomet), sont assemblés, comparés, juxtaposés, et réassemblés à partir de différents composants provenant d'une multiplicité de pays de par le monde. C'est pourquoi les nouveaux paysages des « sociétés », semblables à des volcans, avec leurs inégalités sociales qui se radicalisent, doivent être redéfinis à un niveau aussi bien macro que micro, et aplanis moyennant la communication, l'interaction, le travail, l'économie, et en fait, tout ce qui concerne les pratiques sociales et politiques.

« EN RÉALITÉ, UNE COSMOPOLITISATION "BANALE", "COERCITIVE" ET "IMPURE" SE RÉVÈLE NON VOULUE, INVISIBLE... »

Comme Chang Kyung-Sup l'a écrit, de même que le réchauffement climatique, la plupart des grandes impulsions qui en ce début de XXI^e siècle poussent vers des transformations sociales et économiques, ne s'appliquent pas différemment ni exclusivement à un nombre limité de groupes de nations. Il faut prendre en compte les éléments suivants : le libre-échange mondial et la financiarisation, la déterritorialisation des entreprises et la production transnationalisée, le recours à la main-d'œuvre mondialisée, la concurrence et les conflits de classes, la politique mondialisée de conseils et de rapports (notamment imposée par le FMI), la communication par Internet et le cyberspace, la manipulation bioscientifique des formes de vie orchestrée à l'échelle mondiale (incluant progressivement les êtres humains), les risques globaux de toute sorte (crise financière, terrorisme, sida, grippe porcine, SRAS), les réajustements démographiques transnationaux (migration des travailleurs, des femmes et

des enfants), les arts et les divertissements cosmopolitisés, et enfin, les guerres régionales financées et dirigées à l'échelle mondiale. Il n'y a pas de hiérarchies, de séquençement ou de sélectivités qui soient permanents et systématiques, en fonction desquels différents groupes de nations – à différents niveaux de développement, dans différentes régions du monde, ou de différentes appartenances ethniques et religions – seraient exposés à ces nouvelles forces civilisationnelles de manière mutuellement exclusive. Qu'on le veuille ou non, celles-ci concernent chaque nation et chaque personne parce qu'elles sont structurellement prises au piège du nouveau processus civilisationnel que j'appelle « cosmopolitisation réflexive » ; et la condition civilisationnelle ainsi partagée à travers le monde, je l'appelle « modernité réflexive » ou « seconde modernité ».

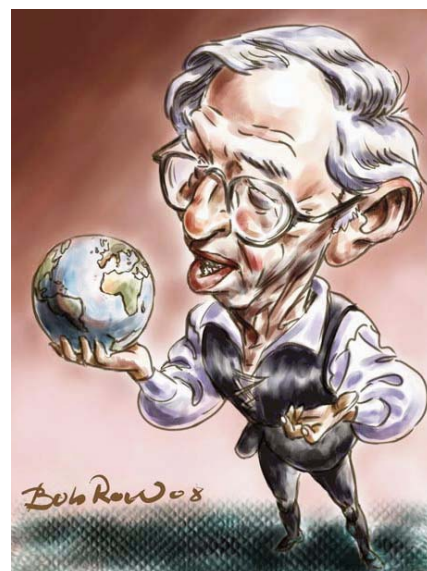
L'histoire mondiale récente semble imposer l'idée selon laquelle survivre à ces nouvelles forces civilisationnelles, et a fortiori en tirer bénéfice, exige de chaque nation qu'elle les internalise activement. L'implication sociologique est simple : « l'autre global » est parmi nous ! Les efforts isolationnistes – qu'ils se manifestent en termes de protectionnisme commercial, de fondamentalisme religieux, de fondamentalisme national, de contrôle des médias et d'Internet, ou de quoi que ce soit d'autre – font facilement l'objet de condamnations morales internationales (et, dans une certaine mesure, inefficaces). En fait, accepter ou refuser ces forces civilisationnelles dépasse la volonté politique ou les choix sociaux parce qu'elles sont réflexives à l'échelle globale – c'est-à-dire qu'elles adviennent de manière compulsive au travers de *l'impératif cosmopolitique* : « coopérer ou échouer ! »

3. Une « vision cosmopolitique » pour les sciences sociales

Il est paradoxal que les débats, très animés, sur le cosmopolitisme et la cosmopolitisation soient essentiellement euro-américains. Ils portent sur la mondialisation, et sur les risques, droits et responsabilités dans notre monde interconnecté, mais ils reflètent de manière dis-

proportionnée les vues de l'ancien « cœur » du système mondial moderne (et des élites occidentalisées des anciens bastions coloniaux). Ceci est à l'origine d'au moins quatre partis pris.

Premièrement, bien qu'un effort soit fait pour prendre en considération les économies des pays pauvres, en voie de développement ou émergents, les théories cosmopolitiques reflètent le point de vue des pays riches. Deuxièmement, bien qu'un effort soit fait en direction du multiculturalisme, les théories cosmopolitiques sont enracinées en Occident.



Troisièmement, les théories cosmopolitiques essaient d'échapper aux préjugés culturels en imaginant un règne de l'universel (comme si ceux qui voyagent n'étaient pas déjà marqués par leur ancien contexte culturel et comme si de tels circuits à l'échelle mondiale ne produisaient pas eux-mêmes de nouveaux contextes culturels). Quatrièmement, ainsi que Craig Calhoun l'a écrit, malgré l'attention portée aux problèmes sociaux, les théories cosmopolitiques, parce qu'elles sont enracinées au cœur (déclinant) du système mondial moderne, tendent à imaginer le monde comme plus systématiquement et uniformément interconnecté qu'il ne l'est réellement. Ces partis pris sont exactement ce que la sociologie cosmopolitique doit surmonter.

TISSER UNE SOCIOLOGIE MONDIALE (SUITE)

Bref, le concept de la seconde modernité reflète l'expérience d'une minorité privilégiée, et traite cela comme la nouvelle réalité du monde.

La théorie de la mondialisation, dont le modèle « cosmopolitique » de Beck est un développement, a toujours fonctionné en prenant comme modèle une analyse sociale développée en Europe et aux États-Unis, et en le projetant à l'échelle mondiale.

Ces idées proviennent d'intellectuels des pays du « Nord », et sont nées de l'expérience des pays du « Nord », en fait de l'expérience de groupes privilégiés du « Nord ». Le déclin des États-nations, la réflexivité, la diversité, l'interconnectivité, le terrorisme mondial, « l'autre global ici parmi nous »... – n'entendons-nous pas le discours du Nord à travers ces concepts ?

J'écris ceci d'Australie, où je vis en tant qu'arrière-petite-fille de colons britanniques. D'un point de vue aborigène, « l'autre global » a été « ici parmi nous » depuis 200 ans. En 1788, les Britanniques entreprirent la conquête des territoires qu'ils appelèrent ensuite Australie, à l'époque où Emmanuel Kant rêvait à Königsberg de paix perpétuelle et d'un droit cosmopolite. Plus de 200 ans plus tôt, « l'Autre Global » apporta feu et sang dans les territoires dénommés par la suite Amérique latine. Et 100 ans plus tard, « l'Autre Global » paracheva la conquête et l'exploitation de l'Afrique, suivant, dans des régions comme le Congo, un processus extraordinairement violent.

Cependant, dans l'analyse de Beck, l'histoire sociale de la plus grande partie du monde n'est pas pertinente, parce que dans le concept de seconde modernité « il n'y a pas de hiérarchies permanentes et systématiques ». Tout le monde est structurellement empêtré dans une cosmopolitisation réflexive, bien évidemment dans des conditions similaires et à un même degré dans le monde entier. Si seulement c'était vrai !

Le moyen de sortir du cadre de la pensée eurocentrique est, assurément, de prendre en compte des cadres de pensée non eurocentriques. Et c'est là que réside le vrai problème de la réflexion sociologique contemporaine, un problème qui dépasse le cas de Beck : les principaux praticiens *n'étudient pas la réflexion sociale du monde majoritaire*.

Dans leur article paru dans le *British Journal of Sociology*, Beck et Grande listent « les théories dominantes dans la sociologie contemporaine » – Bourdieu, Coleman, Foucault, Giddens, Goffman, Habermas, Luhmann, Meyer, Parsons, et même Beck – et remarquent que c'est un problème quand les idées relatives à une société sont implicitement appliquées aux sociétés en général. C'est exact. Ce qu'ils ne disent pas c'est que Bourdieu, Coleman, etc. ne viennent pas de n'importe quelle « société », ils viennent *spécifiquement de la métropole mondiale*, et c'est la raison pour laquelle leurs idées sont dominantes. Il y a une hié-

chisation mondiale systématique, et on en trouve ici la trace. On ne trouve pas dans les notes de bas de page de Beck, ni dans les listes d'ouvrages au programme de la plupart des cours théoriques de sociologie, Nandy, Hountondji, García Canclini, dos Santos, Quijano, Das, el Sadaawi, Montecino, Shariati, ou même Spivak. Ils sont un groupe de penseurs sociaux collectivement aussi brillants et perspicaces que les dix premiers cités – mais il leur manque la solide centralité institutionnelle que confère une origine américaine ou européenne, et ils écrivent surtout sur les régions périphériques.

Nous avons besoin de donner un sens à la sociologie mondiale de la connaissance. La meilleure explication à ce sujet vient du philosophe béninois Paulin Hountondji et de ses collègues. Le colonialisme a installé une division mondiale du travail dans le domaine des sciences, qui s'est perpétuée à l'époque postcoloniale. Les régions de la périphérie ont principalement servi de mine d'*informations*, et l'étape de la théorie se situait en métropole. Après la production de la *théorie*, le savoir est re-exporté dans la périphérie en tant que science appliquée, ou comme une version scientifique packagée prête à être enseignée aux étudiants. Hountondji décrit la position caractéristique des intellectuels des régions périphériques comme celle d'une « extroversion », c'est-à-dire orientée vers une source externe d'autorité. On lit des textes de la métropole, apprend des méthodes de la métropole, voyage en métropole pour suivre une formation avancée, essaie de se faire publier dans des journaux de la métropole et de joindre d'« invisibles collègues » concentrés en métropole. Les lecteurs peuvent-ils y voir une quelconque ressemblance avec la sociologie ?

Pour les sciences sociales, certaines des alternatives les plus intéressantes à la pensée en provenance de la métropole sont celles qui sont nées non pas avant le colonialisme, mais en réponse au



Vice-Présidents de l'ISA tissant une sociologie mondiale sur ooVoo, le logiciel de communication en ligne le plus récent.

LE TOURNANT COSMOPOLITIQUE EN SOCIOLOGIE

(SUITE)

Laissez-moi terminer en résumant en sept points ce que le tournant cosmopolitique suppose :

1- Une phase antérieure de la modernité était organisée essentiellement en termes d'États-nations, qui cherchaient à gérer bon nombre des risques auxquels les gens avaient à faire face, bien que les marchés et d'autres phénomènes dépassaient les frontières des États.

2- La théorie sociale et politique moderne s'est développée dans un contexte de prédominance des États-nations et a internalisé l'État-nation comme le modèle tacite de la société idéale – influencée en cela par le pouvoir effectif des États-nations, mais aussi par l'aspiration généralisée à l'organisation du monde sur la base des États-nations.

3- Un premier cosmopolitanisme philosophique se développa dans ce contexte, invitant les gens à transcender sur le plan éthique les vues étroitement nationalistes, comme si les conditions sociologiques de leurs vies n'avaient pas vraiment d'importance.

4- Considérez le libre-échange à l'échelle mondiale et la financiarisation, la déterritorialisation des entreprises et la production transnationale, la pratique du travail mondialisé, la communication par Internet, la manipulation bioscientifique des formes de vie orchestrée à l'échelle mondiale, et enfin et surtout les guerres

régionales également financées et gérées à l'échelle mondiale. L'histoire mondiale récente semble imposer l'idée selon laquelle survivre à ces nouvelles forces civilisationnelles, et a fortiori en tirer bénéfice, exigent de chaque nation qu'elle les internalise activement. C'est ce que j'appelle la « cosmopolitisation (réflexive) » ; et j'appelle la condition civilisationnelle partagée à travers le monde « modernité réflexive » ou « seconde modernité ».

5- Je ne pense pas que l'État-nation soit en passe de disparaître. Je le vois seulement comme l'un des nombreux acteurs dans un jeu de pouvoirs à l'échelle mondiale. L'accent doit être mis sur ce jeu de pouvoirs mondial et non sur l'État-nation.

6- Un tel changement d'orientation requiert la restructuration des sciences sociales non seulement sur les plans conceptuel, théorique et méthodologique, mais aussi au niveau de l'organisation même de la recherche. Tous ses concepts fondamentaux – notamment l'État-nation – ont besoin d'être réexaminés. Nombreux sont les concepts « zombies » qui perdurent, alors même que le monde auxquels ils ont été liés à un moment donné n'existe plus.

7- La sociologie cosmopolitique non seulement implique une réorganisation fondamentale des sciences sociales et un changement radical de point de vue – du

nationalisme méthodologique au cosmopolitanisme méthodologique – mais elle doit aussi se montrer critique dans son orientation. Il s'agit notamment de centrer sa critique sur la question de l'inégalité croissante dans le monde. Le fait d'avoir centré son attention sur la question de l'État-nation a conduit à une subordination honteuse de la sociologie « objective » et « exempte de jugements de valeur » aux impératifs de l'État-nation qui empêche jusqu'à la sociologie empirique de voir les transformations transnationales fondamentales concernant les questions de domination et d'inégalité.

Ce tournant cosmopolitique présente des risques aussi bien que des opportunités, mais pour l'instant embrassons le crapeau et ensuite nous verrons s'il se transforme en prince – un prince qui commencerait à réorganiser les espaces, les flux, les nouvelles lignes de conflit, les acteurs et les institutions de l'époque cosmopolitique. Après tout, embrasser ne fait de mal à personne, n'est-ce pas ?

Pour le débat sur la sociologie cosmopolite, cf. Ulrich Beck et Edgar Grande (éd.), « Varieties of Second Modernity: Extra European and European Experiences and Perspectives », *British Journal of Sociology* 61(3), 2010 ; et : *Soziale Welt* 61 (3/4), 2010. ■

À PROPOS DU « LULISME »

(SUITE)

biliser les mouvements sociaux en absorbant leurs dirigeants dans l'administration de l'État sous couvert d'une apparente satisfaction de leurs revendications historiques. Ce qui reste de ces mouvements sociaux *consent activement* maintenant à l'exploitation économique pilotée par le système mondialisé d'accumulation financière.

De leur côté, une part considérable des classes populaires brésiliennes donne également son consentement, mais de manière plus passive. Elles se trouvent impliquées dans un réseau de dépendance par rapport aux politiques publiques du gouvernement, telles que la « Bolsa Família », le développement du système universitaire fédéral incluant l'application de mesures de discrimination positive, les efforts réalisés en faveur d'une « dépréciation » du marché du travail, la politique d'augmentation du salaire minimum au-delà du taux d'inflation, la reprise des

investissements dans les travaux d'infrastructure et, plus récemment, l'encouragement à une consommation de masse par le biais de prêts garantis sur salaires.

Lassées d'être politiquement innovatrices et de se défendre seules sur le plan économique, les classes défavorisées brésiliennes reprennent leur souffle et, confiantes dans la redistribution de la richesse rendue possible par la croissance économique, continuent à apporter leur soutien au Lulisme et à sa nouvelle représentante, Dilma Rousseff.

Cependant, il n'est pas inutile de se souvenir des 10 millions de votes nuls ou blancs, ainsi que des 20 millions de suffrages obtenus par Marina Silva (PV – Parti vert) au premier tour, et des millions de suffrages gagnés par l'extrême-gauche. Ces voix dissidentes soulignent l'insatisfaction ressentie vis-à-vis des limites étroites établies par l'actuel jeu politique bipartisan (PT-PSDB) qui domine le pays. Les célébrations de la victoire de Dilma ont elles-mêmes été timides et bureaucratiques. Reste à voir comment le « Lulisme », maintenant sans Lula, va réagir pour colmater ces fissures. ■

LA POLOGNE (SUITE)

Parmi ses présidents, citons Stanisław Ossowski (1957-1963), que nous avons déjà mentionné, et Nina Assodobraj (1964-1968), suivis de Władysław Markiewicz (1968-1972), Jerzy Szacki (1972-1976), Stefan Nowak (1976-1983), Janusz Ziółkowski (1983-1989), Antonina Kłoskowska (1989-1994), Antoni Sułek (1994-1998), Andrzej Kojder (1998-2002), Włodzimierz Wesołowski (2002-2005), et Piotr Gliński (depuis 2005). Actuellement la PTS est fière de compter quelque 1200 membres. Parmi ses membres honoraires figurent James S. Coleman, feu Shmuel Eisenstadt, Theodore Abel, Stanisław Andreski, Zbigniew Pełczyński, Jerzy Zubrzycki, Melvin Kohn, Jiri Musil, Richard Grathoff, Jan Sedlacek, Feliks Gross, et Vladimir Yadov. Par ailleurs, la PTS publie une revue trimestrielle éditée en anglais, la *Polish Sociological Review*.

Il a toujours existé d'étroits liens personnels et intellectuels entre la PTS et l'ISA. En effet, certains membres de la PTS ont été membres du Comité Exécutif de l'ISA : Jan Szczepański, de 1970 à 1974, et Piotr Sztompka, de 2006 à 2010, ont été Présidents, et Magdalena Sokołowska a été Vice-Présidente de 1990 à 1994.

Depuis sa création jusqu'en 2010, la PTS a organisé 13 congrès. Leurs intitulés et les sujets débattus ont témoigné d'une réalité sociale changeante, et de questions d'intérêt général tout aussi changeantes, dans un pays qui – du moins depuis 1945 – a été l'objet d'expé-

rimentations « naturelles ». Pour le meilleur ou pour le pire, la vie en Pologne a constitué et constitue encore pour les sociologues (en Pologne et à l'étranger) un véritable « laboratoire » ; on a pu y étudier la plupart des grandes idées et des forces qui ont modelé les transformations sociales, politiques, et aussi économiques, au XX^e siècle et au début du XXI^e. Les congrès organisés régulièrement ont contribué de manière significative au développement de la sociologie comme discipline universitaire, et au débat public indépendant en Pologne. À la fin des années 70, quand ce débat atteignit son point le plus critique, on inventa l'expression « sociologie orale » car les idées les plus essentielles et les plus importantes au niveau intellectuel ne pouvaient qu'être formulées et débattues oralement, mais pas publiées.

Après 1956, durant les premières années de la détente politique, les congrès de la PTS ont reflété les conceptions et ambitions intellectuelles des sociologues polonais. Cela ressort clairement à travers leurs intitulés : *Changements au sein de la société polonaise sous l'influence de l'industrialisation et du nouveau système* (1965), *Théorie et recherche sociologiques et pratique sociétale* (1969), *Le Développement de la société et de la sociologie polonaises* (1977), ou *La sociologie polonaise confrontée aux problèmes du pays* (1981).

En toute logique, les congrès organisés après 1989 furent consacrés à la transformation post-communiste et à ses issues possibles, sur les plans à la fois théorique et pratique. Parmi les thèmes de ces congrès, citons par exemple *Le changement fondamental et ses défis : théories du*

changement social face aux défis du présent (1990), ou *Les gens et les institutions : le développement d'un ordre social* (1994). Les derniers congrès en date, dont le XIV^e Congrès organisé à Cracovie cette année, se sont concentrés sur les processus de différenciation ainsi que sur les angoisses et les incertitudes qui se manifestent à la fois dans la société et dans le domaine de la sociologie. Ainsi, le titre du congrès organisé en 2006 était *Ce qui nous réunit, et ce qui nous différencie*, et celui du tout dernier congrès *Qu'arrive-t-il à la société ?*

Au cours du XIV^e Congrès des Sociologues Polonais, ces angoisses et ces incertitudes ont été clairement exprimées dans le discours d'ouverture de Claus Offe, intitulé *Qu'entendons-nous véritablement par « progrès » social et politique aujourd'hui ?* Cette question a été ensuite débattue dans les séances plénières et les symposiums, au cours des séances de travail, et par les groupes *ad hoc*. Cependant, les séances plénières et les symposiums étaient également orientés vers l'avenir. En effet, bon nombre des principaux panels étaient consacrés à « lire l'avenir » sur la base d'une analyse des phénomènes contemporains.

Le XIV^e Congrès des Sociologues Polonais s'est conclu par un panel de discussion sur *La sociologie et la société dans un monde globalisé*, dirigé par Piotr Sztompka, puis par une communication particulière de Michael Burawoy sur la sociologie publique. Les discussions de clôture ont amplement réalisé les objectifs du comité de programme de mettre en avant une sociologie orientée vers l'avenir et engagée dans la chose publique. ■

TISSER UNE SOCIOLOGIE MONDIALE (SUITE)

colonialisme et à son évolution. Ce chapitre dans l'évolution de la pensée sociale concerne des personnalités comme Jamal ud-Din al-Afghani, Sun Yatsen, Sol Plaaje, et une génération postérieure représentée notamment par Frantz Fanon et Ali Shariati. Il s'agit de figures de l'histoire politique qui nous sont familières, et pourtant elles n'apparaissent pas dans nos listes de « théoriciens classiques » – dans lesquelles elles devraient peut-être apparaître, dans la mesure où elles ont commencé l'analyse critique de transformations sociales massives.

Il y a un mouvement qui se développe en sociologie en vue de changer les listes d'ouvrages recommandés – pour retrouver, valoriser et lier les multiples perspectives de la pensée sociale qui sont issues du monde colonisé et postcolonial. Trois publications en 2010 marquent ce moment : *Facing an Unequal World: Challenges for a Global Sociology* ; *The ISA Handbook of Diverse Sociological Traditions* ; et *Decolonizing European Sociology*. Avec ces textes, et d'autres en provenance des régions de la périphérie publiés ces dernières années, nous disposons d'une richesse d'idées et de matériaux qui nous permettrait de tisser une véritable sociologie mondiale. ■